

CNCDP, Avis N° 20-06

Avis rendu le 13 mai 2020

Titres : Principes : 1 ; 4 ; 3 ; 6 - Articles : 9 ; 11 ; 13 ; 17 ; 20 ; 25

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Le demandeur, père d'une fillette âgée de 5 ans, sollicite l'avis de la Commission au sujet de l'écrit d'une psychologue qui rencontre l'enfant de manière régulière depuis 2 ans environ. Ce suivi a été initié par la mère, dont le demandeur est divorcé depuis quelques années. Selon ce dernier, c'est à la suite d'une révision du jugement, sollicitée par l'avocat de son ex-conjointe, que la psychologue aurait rédigé cette « attestation », qu'il juge « préjudiciable » à son droit de garde. Il souligne que son contenu lui fait porter la responsabilité d'une « régression comportementale » de sa fille et se dit surpris par de tels propos. Il juge « [...] partial, contradictoire et décontextualisé » cet écrit et craint que cela menace ses droits parentaux.

Le demandeur précise, par ailleurs, qu'il n'a jamais rencontré la psychologue de sa fille et qu'il n'a pas été informé de ce suivi psychologique. Selon lui, elle aurait « sciemment ignoré » ses appels téléphoniques depuis un an et demi. Il souhaite que la Commission puisse « engager une procédure » contre cette psychologue, dans le but qu'elle « réfute l'attestation qu'elle a produite ».

Document joint :

- Copie du courrier d'une psychologue portant le cachet d'un cabinet d'avocats.

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Interventions, forme et contenu des écrits du psychologue dans un contexte de conflit judiciaire entre parents d'un mineur.

Interventions, forme et contenu des écrits du psychologue dans un contexte de conflit judiciaire entre parents d'un mineur.

Les interventions d'un psychologue sont orientées par le respect fondamental des droits de la personne, comme le stipule le Principe 1. Les personnes qui consultent un psychologue ont notamment le droit d'être informées de manière éclairée du cadre de la rencontre, comme l'énonce l'article 9 :

Principe 1 : Respect des droits de la personne

« Le psychologue [...] n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées [...] Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu à révéler quoi que ce soit sur lui-même »

Article 9 : *« Avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement libre et éclairé de ceux qui le consultent ou qui participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il a donc l'obligation de les informer de façon claire et intelligible des objectifs, des modalités et des limites de son intervention, et des éventuels destinataires de ses conclusions. »*

Concernant un enfant mineur, l'article 11 rappelle d'une part, la nécessité de recueillir l'accord de l'enfant, mais également, le consentement des détenteurs de l'autorité parentale :

Article 11 : *« L'évaluation, l'observation, ou le suivi au long cours auprès de mineurs ou de majeurs protégés proposées par le psychologue requièrent outre le consentement éclairé de la*

personne, ou au moins son assentiment, le consentement des détenteurs de l'autorité parentale ou des représentants légaux. »

Dans la situation présente, le demandeur indique ne pas avoir été tenu informé de la démarche de son ex-conjointe, quant au suivi de sa fille par une psychologue. Il affirme également que cette psychologue ne l'a pas rencontré et ne lui a jamais demandé son consentement. Selon lui, elle ne « daignerait », par ailleurs, « plus » lui répondre au téléphone depuis quelques temps. Ce père se dit donc « écarté » de toute rencontre avec elle. Au regard du Principe 4 et de l'article 11 cité ci-avant, il était possible, et certainement souhaitable, de recevoir ce père pour lui expliquer la spécificité du cadre de la prise en charge en cours :

Principe 4 : Rigueur

« Les modes d'intervention choisis par le psychologue doivent pouvoir faire l'objet d'une explicitation raisonnée et d'une argumentation contradictoire de leurs fondements théoriques et de leur construction. Le psychologue est conscient des nécessaires limites de son travail ».

À la demande adressée à la Commission est joint un document rédigé par la psychologue et transmis à l'ex-conjointe du demandeur. Ce dernier exprime son étonnement à la réception de cet écrit et pose la question de savoir si la professionnelle avait le droit d'affirmer des propos qui peuvent lui être préjudiciables, et ce, sans l'avoir même jamais rencontré. En accord avec le Principe 3 cité ci-dessous, cette psychologue pouvait décider de rédiger un document en exprimant son avis sur la situation mais ne pouvait évaluer la relation de l'enfant avec son père sans l'avoir jamais rencontré comme l'indique l'article 13 :

Principe 3 : Responsabilité et autonomie

« Outre ses responsabilités civiles et pénales, le psychologue a une responsabilité professionnelle. Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule. Il peut remplir différentes missions et fonctions : il est de sa responsabilité de les distinguer et de les faire distinguer. »

Article 13 : *« Les avis du psychologue peuvent concerner des dossiers ou des situations qui lui sont rapportées. Son évaluation ne peut cependant porter que sur des personnes ou des situations qu'il a pu examiner lui-même. »*

Le psychologue peut, en effet, décider de rédiger divers documents tels que ceux dénommés « attestations », « comptes rendus », « courriers » ou bien encore « expertises ». Une attestation, par exemple, a pour but de certifier qu'un patient a été reçu une ou plusieurs fois, que le suivi continue ou non. Ce type de document est remis en main propre à la personne qui le demande et porte généralement la mention « pour faire valoir ce que de droit ». Quelle qu'en soit la dénomination, l'écrit d'un psychologue doit, par ailleurs, répondre aux règles formelles énoncées dans l'article 20 :

Article 20 : *« Les documents émanant d'un psychologue sont datés, portent son nom, son numéro ADELI, l'identification de sa fonction, ses coordonnées professionnelles, l'objet de son écrit et sa signature... »*

Dans le cas présent, il apparaît que la professionnelle n'a pas contrevenu aux attentes posées par cet article. Ici, apparaissent bien son identité, l'adresse du lieu où elle exerce, l'identification de sa fonction, son numéro ADELI, l'ensemble de ces informations encadrant un écrit daté et signé. Toutefois, le document proposé n'a pas de titre et ne mentionne pas d'objet spécifique. La Commission a estimé qu'il était difficile de savoir avec précision à quelles fins répondait la production d'un tel écrit, contrairement à ce qui est stipulé dans le Principe 6 du Code :

Principe 6 : Respect du but assigné

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers ».

Le demandeur conteste le fait que cet écrit a été produit devant la justice et estime que la psychologue, en le rédigeant, « outrepassé ses fonctions ». Le Principe 3, déjà cité, indique qu'un psychologue a toute latitude pour formuler un avis sur une situation qu'il a pu examiner. La psychologue pouvait donc réaliser un tel document à la demande d'un des parents.

Un écrit produit par un psychologue n'est pas qu'un simple document rédigé par un professionnel à la demande de son patient. Il peut avoir des conséquences auprès des personnes mentionnées et aussi de ses destinataires. Les mots ont un poids et, un écrit faisant trace, la question se pose de l'usage que les destinataires en feront, ce que synthétise le Principe 6 déjà énoncé plus haut.

Dans les cas de divorces, quand le psychologue reçoit un des membres du couple et qu'il accepte de rédiger un écrit à la demande de celui-ci, il doit veiller à la rigueur de sa

rédaction et prendre en considération la diffusion potentielle de son texte, comme le rappelle l'article 17 :

Article 17 : « *Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire* ».

Ainsi, le contenu de l'écrit soumis à la Commission dépasse le simple cadre de ce qui s'apparenterait à une attestation, car la psychologue fait état d'hypothèses et d'interprétations au sujet de l'enfant et de sa situation. En pointant, notamment, une problématique liée à la relation paternelle, basée sur les seules observations de l'enfant avec sa mère et sans jamais avoir rencontré le père, la Commission considère que le document s'apparente à une évaluation non conforme aux recommandations de l'article 13 déjà cité.

Pour conclure, les deux parents n'ayant pas été les destinataires conjoints de cet écrit, l'objectif de l'intervention questionne l'impartialité de cette psychologue. Ceci ne coïncide pas avec l'impératif de rigueur énoncé par l'article 25 du Code, dont doivent faire preuve les psychologues en toutes circonstances, en particulier dans le contexte d'un conflit judiciaire entre parents :

Article 25 : « *Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes* ».

Pour la CNCDP
La Présidente
Michèle GUIDETTI

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 20-06

Avis rendu le : 13 mai 2020.

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes : 1 ; 4 ; 3 ; 6 - Articles : 9 ; 11 ; 13 ; 17 ; 20 ; 25

Indexation du résumé :

Type de demandeur : particulier TA Parent

Contexte de la demande : procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : écrit d'un psychologue

Indexation du contenu de l'avis :

Autonomie professionnelle

Discernement

Impartialité

Information sur la démarche professionnelle TA Explicitation aux usagers

Respect de la personne

Respect du but assigné

Responsabilité professionnelle